

Des élus interpellent Macron sur les centres-villes devenus des «mouroirs»

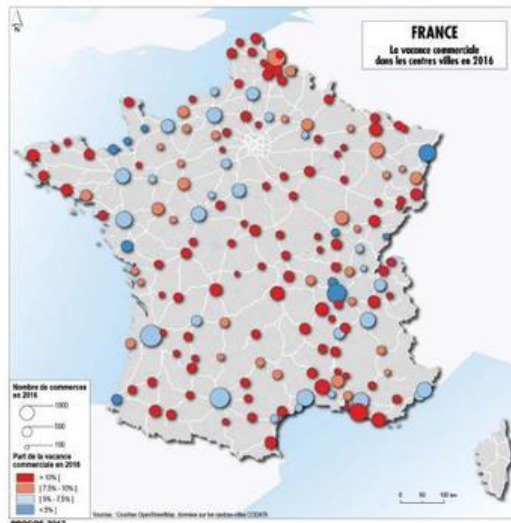
- Par [Isabelle de Foucaud](#)
- Mis à jour le 09/09/2017 à 11:25
- Publié le 09/09/2017 à 08:00

L'association Centre-Ville en Mouvement, qui rassemble des centaines d'élus, demande au président de la République que les centres-villes souffrant de désertification soient reconnus «Grande cause nationale 2018». Elle avance plusieurs propositions pour «arrêter le massacre».

«Il faut arrêter le massacre!» Ce cri du coeur a été lancé jeudi par Patrick Vignal, député de l'Hérault et président de l'association Centre-Ville en Mouvement qui réunit plusieurs centaines d'élus. À l'occasion d'une conférence de presse, l'élú a dévoilé le contenu d'un courrier envoyé à Emmanuel Macron par l'association pour l'alerter sur la «désertification rapide» des centres-villes et demander à ce que cette problématique soit déclarée «Grande cause nationale 2018». «Beaucoup de villes moyennes de 40 à 50.000 habitants sont des mouroirs après 19 heures», a déploré Patrick Vignal, selon qui «depuis 30 ans, aucun gouvernement n'a mis les moyens dans les centres-villes».

Bon nombre de villes, en particulier les plus petites, en province, sont en «grande souffrance», écrit le président de Centre-Ville en Mouvement dans sa lettre adressée au président. Et pour cause: depuis 2010, la vacance commerciale (c'est-à-dire la part de locaux commerciaux vacants dans l'ensemble des commerces d'une ville) augmente d'un point par an. Son taux a atteint 11,3% dans le centre-ville des agglomérations urbaines de plus de 25.000 habitants en 2016, selon les dernières données de l'Institut pour la ville et le commerce. Les situations sont très contrastées d'une région à l'autre. Les situations les plus critiques se situent dans le nord de la France et dans la «diagonale du vide», soit «dans des régions confrontées plus globalement à un déclin économique et/ou démographique durable».

Figure n° 5. Carte de la vacance commerciale dans le centre-ville des agglomérations de plus de 25.000 habitants en France, en 2016.



«Il n'y a pas un centre-ville, il y a des centres-villes», abonde Arnaud Robinet, le maire de Reims, membre de l'association. «Néanmoins nous partageons tous les mêmes défis», au premier rang desquels «la concurrence des zones périphériques», où les grands centres commerciaux poussent comme des champignons depuis des décennies. C'est pourquoi, parmi les mesures d'urgence réclamées au chef de l'État, Centre-Ville en Mouvement demande un moratoire d'un an sur les extensions des zones commerciales hors des centres-villes. Concrètement, les élus veulent empêcher que ces grandes surfaces ne s'agrandissent alors que, selon eux, le volume des surfaces commerciales a encore augmenté de 22% l'an dernier, dont 90% hors des villes.

Pour revitaliser leurs villes, les élus locaux veulent aussi pouvoir contrôler davantage l'installation des boutiques. «Les maires n'ont pas leur mot à dire sur la nature des commerces qui s'installent dans les villes», rappelle Arnaud Robinet. Sauf à prendre le taureau par les cornes, comme le fait la ville de Montrouge, dans les Hauts-de-Seine. Depuis 2005, la ville rachète les pieds d'immeubles pour les louer elle-même à des commerces de proximité.

«Plan Marshall»

«On ne peut pas encourager les artisans-commerçants, les étudiants, les familles (...)» à réinvestir les centres-villes «d'un côté et paupériser les villes de l'autre», assène Patrick Vignal, selon qui la vacance commerciale est loin d'être le seul problème des coeurs de villes. Dans le cadre du «Plan Marshall» qu'il appelle de ses vœux, l'élu invite ainsi l'État à «montrer l'exemple» en empêchant les administrations et infrastructures (CAF, hôpitaux, commissariats, Palais de justice, etc...) de se délocaliser en périphérie urbaine. L'association souhaite par ailleurs que certaines «contraintes urbanistiques» soient «allégées», par exemple pour les projets de rénovation d'immeubles anciens en centre-ville. De même, elle réclame des allègements ciblés de fiscalité, et des prêts à taux zéro, pour inciter les particuliers et professionnels à acheter en centre-ville.

«Plus que réparer la ville, nous voulons inventer la ville du futur», conclut Patrick Vignal. Selon une étude de CSA pour le spécialiste de la publicité urbaine et de l'organisation d'évènements Clear Channel, 73% des Français se rendent au moins une fois par semaine dans leur centre-ville. 59% d'entre eux s'y disent attachés, mais la proportion monte à 65% chez les jeunes de 18 à 24 ans, les fameux «Millenials». «Les leviers pour séduire ces habitants de demain sont très clairs», détaille Caroline Mériaux, directrice marketing et communication de Clear Channel. «Ils veulent du digital, du coworking, de l'animation sociale, des magasins ouverts le dimanche.»

<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2017/09/09/20002-20170909ARTFIG00021-des-elus-interpellent-macron-sur-les-centres-villes-devenus-des-mouroirs.php>